

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

**MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES**

---











**Marché de prestations de Travailleur social  
spécialiste du budget (Conseiller en Économie Sociale  
et Familiale ou assistant de service social) pour les  
personnels de l'Université Paris Saclay**

---

**Affaire n°2025-A004**

**Université Paris-Saclay  
Bâtiment Breguet  
3 rue Joliot Curie  
91190 Gif Sur Yvette**

## L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	<b>Objet</b>	Marché de prestations de Travailleur social spécialiste du budget (Conseiller en Économie Sociale et Familiale ou assistant de service sociale) pour les personnels de l'Université Paris Saclay
	<b>Type de contrat</b>	Marché public
	<b>Tranches optionnelles</b>	Sans tranches optionnelles
	<b>Clauses sociales</b>	Avec
	<b>Clauses environnementales</b>	Avec
	<b>Durée / Délai</b>	12 mois
	<b>Reconduction</b>	Avec
	<b>Prix</b>	Prix forfaitaires et prix unitaires
	<b>Variation des prix</b>	Avec
	<b>Avance</b>	Sans

## SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat .....	4
1.1 - Objet du contrat.....	4
1.2 - Décomposition du contrat.....	4
2 - Pièces contractuelles .....	4
3 - Respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité .....	4
3.1 - Rappel des obligations du titulaire .....	4
3.2 - Modalités de contrôle et de sanction .....	5
4 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	5
5 - Protection des données à caractère personnel .....	6
6 - Durée et délais d'exécution.....	6
6.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations.....	6
6.2 - Durée du contrat .....	6
6.3 - Reconduction.....	6
7 - Prix.....	6
7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....	6
7.2 - Modalités de variation des prix.....	7
8 - Garanties Financières.....	7
9 - Modalités de règlement des comptes.....	7
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	7
9.2 - Présentation des demandes de paiement .....	7
9.3 - Délai global de paiement .....	8
9.4 - Paiement des cotraitants .....	8
9.5 - Paiement des sous-traitants .....	8
10 - Conditions d'exécution des prestations.....	8
11 - Développement durable et insertion professionnelle .....	9
12 - Constatation de l'exécution des prestations .....	9
12.1 - Vérifications .....	9
12.2 - Décision après vérification .....	9
13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle .....	9
14 - Pénalités .....	9
14.1 - Pénalités de retard .....	9
14.2 - Pénalité pour travail dissimulé .....	10
14.3 - Autres pénalités spécifiques.....	10
15 - Assurances.....	10
16 - Résiliation du contrat.....	10
16.1 - Conditions de résiliation .....	10
16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire .....	11
17 - Règlement des litiges et langues .....	11
18 - Clauses complémentaires .....	11
18.1 - Dispositif de vigilance (Article D 8222-5 du code du travail).....	11
19 - Dérogations .....	12

## 1 - Dispositions générales du contrat

### 1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :  
Marché de prestations de Travailleur social spécialiste du budget (Conseiller en Économie Sociale et Familiale ou assistant de service sociale) pour les personnels de l'Université Paris Saclay

La présente consultation a pour objet l'intervention d'un travailleur social spécialiste du budget assistant de service social (ASS) ou conseiller en économie sociale et familiale (CESF) au bénéfice des personnels de l'Université Paris Saclay.

Placé sous la direction du responsable du service social de l'Université Paris Saclay, le travailleur social assurera prioritairement le suivi des personnels en situation financière et économique difficile, sur proposition de l'assistante sociale et avec l'accord des intéressés. Il tiendra les assistantes sociales informées de l'évolution des dossiers en cours et fournira un bilan d'activité annuel faisant notamment apparaître les personnes reçues et le motif de leurs demandes. Une évaluation annuelle de son activité sera organisée par les assistantes sociales du service.

En parallèle de son activité principale, le travailleur social assurera également des missions de conseil auprès des agents (information, prévention) et participera, le cas échéant, à des projets collectifs en collaborations avec les assistantes sociales.

Lieu(x) d'exécution :

Le travailleur social sera amené à assurer des permanences sur les différents sites de l'Université Paris Saclay (périmètre employeur) incluant:

- Orsay Vallée (Rue Jean-Dominique Cassini 91440 Bures-sur-Yvette - Bâtiment 209 D);
- Plateau de Saclay (Rue Louis de Broglie 91405 Orsay cedex - Bâtiment 640);
- UFR Droit-Economie-Mangement de Sceaux (54 bd Desgranges 92 330 Sceaux);
- UFR Médecine (63 rue Gabriel Péri 94 270 Le Kremlin-Bicêtre - Bâtiment formation)
- IUT de Sceaux (8 avenue Cauchy 92 330 Sceaux);
- IUT de Cachan (9 avenue Division Leclerc 94 230 Cachan - Bâtiment B recherche);

La liste n'est pas exhaustive.

### 1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

## 2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Cahier des clauses administratives générales - Fournitures courantes et services

## 3 - Respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité

### 3.1 - Rappel des obligations du titulaire

Le présent marché confie à son titulaire l'exécution de tout ou partie d'un service public. Par conséquent, conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le titulaire est tenu d'assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public.

A ce titre, lorsqu'ils participent eux-mêmes à l'exécution du service public, le titulaire veille notamment à ce que ses salariés ou les personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de manière égale toutes les personnes, et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le titulaire communique au pouvoir adjudicateur les mesures qu'il met en œuvre afin d'informer les personnes susvisées de leurs obligations et de remédier aux éventuels manquements.

Lorsque le titulaire entend sous-traiter une partie de l'exécution du service public, il s'assure que les contrats de sous-traitance comportent des clauses rappelant les obligations précitées. Le titulaire communique au pouvoir adjudicateur chaque contrat de sous-traitance ayant pour effet de faire participer le sous-traitant à l'exécution du service public, en même temps que sa demande d'acceptation, sous peine de refus dudit sous-traitant.

### **3.2 - Modalités de contrôle et de sanction**

Le titulaire informe les usagers des modalités leur permettant de lui signaler tout manquement aux principes d'égalité, de laïcité et de neutralité qu'ils constatent. Cette information mentionne également les coordonnées du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire informe sans délai le pouvoir adjudicateur des manquements dont il a connaissance, ainsi que des mesures qu'il a prises ou entend mettre en œuvre afin d'y remédier. Le pouvoir adjudicateur peut exiger que les personnes responsables des manquements constatés soient mises à l'écart de tout contact avec les usagers.

Lorsque le titulaire méconnaît les obligations susvisées, le pouvoir adjudicateur le met en demeure d'y remédier dans le délai qu'il lui prescrit. Si la mise en demeure reste infructueuse, le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté de résilier le présent marché pour faute du titulaire, le cas échéant à ses frais et risques.

## **4 - Confidentialité et mesures de sécurité**

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Compte tenu de la sensibilité des informations susceptibles d'être traitées, le travailleur social détaché par le titulaire s'engage à faire preuve d'une vigilance constante dans le traitement des informations sensibles ou confidentielles dont il aurait connaissance dans le cadre de l'exécution du marché.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants éventuels des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

En cas de changement de travailleur social en cours de marché l'ensemble des dossiers papiers et numériques restent au service social et d'action sociale de l'université Paris Saclay.

Les dossiers sociaux sont numérisés en parallèle des dossiers papiers, et sont accessibles via les accès aux dossiers partagées. En cas de départ du travailleur social qui avait été retenu, ses accès aux dossiers numérisés seront bloqués, ainsi que son adresse mail de l'université Paris-Saclay. Ils seront réinstallés pour le successeur.

La passation des dossiers sociaux se fera par l'un ou l'autre des travailleurs sociaux du service, à son successeur, en toute confidentialité et dans le respect du secret professionnel.

A la fin au marché, les dossiers papiers et numériques devront rester au sein du service social et d'action sociale de l'université Paris Saclay. Les accès aux dossiers numérisés seront bloqués, ainsi que l'adresse mail de l'université Paris-Saclay.

## 5 - Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

Compte tenu de la sensibilité des informations susceptibles d'être traitées, le travailleur social CESF détaché par le titulaire s'engage à faire preuve d'une vigilance constante dans le traitement des informations sensibles ou confidentielles dont il aurait connaissance dans le cadre de l'exécution du marché.

## 6 - Durée et délais d'exécution

### 6.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations

La date prévisionnelle de début des prestations est le 15/10/2025.

La date prévisionnelle d'achèvement des prestations pour la période initiale est le 14/10/2026.

### 6.2 - Durée du contrat

Le marché est conclu pour une période initiale de 12 mois.

L'exécution des prestations débute à compter de la date de notification du contrat.

L'exécution des prestations aura lieu jusqu'au 14/10/2026.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

### 6.3 - Reconduction

Le marché est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 48 mois.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 2 mois avant la fin de la durée de validité du marché. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

## 7 - Prix

### 7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les frais de transports et de restauration du travailleur social restent à la charge de celui-ci ou de son employeur.

## 7.2 - Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés annuellement par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$Cn = 15.0\% + 85.0\% (\text{SYN REV } (n) / \text{SYN REV } (o))$$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index SYN REV « Indice SYNTEC ».

La demande de révision de prix est adressée par le titulaire au moins un mois avant la date d'anniversaire du marché qui correspond à la date de démarrage des prestations fixé au 15 septembre 2025. La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée, même provisoire, au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période. Il est précisé que lorsque la variation des prix est inférieure à 1 % en augmentation ou en diminution, les prix sont réputés inchangés. Pour l'exécution, les prix appliqués sont ceux en vigueur à la date de la commande. En aucun cas, les nouveaux prix ne peuvent être appliqués pour une commande émise à une date antérieure à celle d'acceptation par le représentant habilité du Pouvoir Adjudicateur. Si le titulaire présente tardivement sa demande de révision des prix, celle-ci est instruite en appliquant les valeurs d'indices prévues au présent accord-cadre.

Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

## 8 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## 9 - Modalités de règlement des comptes

### 9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

### 9.2 - Présentation des demandes de paiement

A compter du 1er janvier 2020, conformément au Décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016, le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Pour toute interrogation, vous pouvez contacter le service facturier à l'adresse suivante: [service.facturier@universite-paris-saclay.fr](mailto:service.facturier@universite-paris-saclay.fr)

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 13002602400054

### 9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### 9.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

### 9.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

## 10 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

#### Adresse d'exécution :

- Orsay Vallée (Rue Jean-Dominique Cassini 91440 Bures-sur-Yvette - Bâtiment 209 D);
- Plateau de Saclay (Rue Louis de Broglie 91405 Orsay cedex - Bâtiment 640);
- UFR Droit-Economie-Mangement de Sceaux (54 bd Desgranges 92 330 Sceaux);
- UFR Médecine (63 rue Gabriel Péri 94 270 Le Kremlin-Bicêtre - Bâtiment formation)
- IUT de Sceaux (8 avenue Cauchy 92 330 Sceaux);
- IUT de Cachan (9 avenue Division Leclerc 94 230 Cachan - Bâtiment B recherche);

#### Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

#### Processus de remplacement d'une personne nommément désignée

Lorsque le titulaire s'engage sur l'intervention d'une personne physique, nommément désignée, et que cette personne n'est plus en mesure d'intervenir, son remplacement est effectué dans les conditions de l'article 3.4.3 du CCAG-FCS.

Par exception à l'article 3.4.3 du CCAG-FCS, l'acheteur est informé sans délai de cet empêchement, et le titulaire propose un remplaçant dans un délai de 15 jours à compter de la date d'envoi de cette information.

#### Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire :

En vue de l'exécution du contrat, des matériels, objets et approvisionnements sont remis par le pouvoir adjudicateur au titulaire sans transfert de propriété à son profit. Les conditions de remise puis de restitution sont prévues à l'article 18 du CCAG-FCS.



## 11 - Développement durable et insertion professionnelle

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

**Transport à faible émission:** Le candidat décrit la politique de limitation d'émission de gaz à effet de serre applicable aux déplacements des personnes affectées à la réalisation des prestations objet du présent marché incluant : Mesures de limitation des déplacements, des types de transport privilégiés, mesures d'aide mises en place pour les déplacements des collaborateurs.

**Qualité de l'accompagnement social:** Le candidat s'assure que la personne affectée à l'exécution des tâches propose un accompagnement individualisé, global et respectueux de tous les publics accueillis (en éliminant toute disparité entre les sexes ou des discriminations) via : Une méthodologie d'intervention ; Une grille d'analyse sociale ; Des outils d'analyse du besoin.

**Insertion sociale du travailleur social:** : La personne sélectionnée en tant que travailleur social est reconnu comme travailleur en situation de handicap (RQTH) ou habitant d'un quartier prioritaire de la ville.

## 12 - Constatation de l'exécution des prestations

### 12.1 - Vérifications

Conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS, les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées à l'issue de la 4<sup>ème</sup> vacation effectuée par la personne désignée par le titulaire.

Les vérifications seront effectuées par Claire CRINON - responsable du service social, action sociale et handicap.

### 12.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

Par exception aux articles 29.2 et 30.4 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de refuser, par décision motivée, toute personne ne présentant pas les garanties professionnelles, techniques ou comportementales jugées nécessaires à la bonne exécution du marché telles que mentionnées au CCTP.

En cas de refus, le titulaire disposera d'un délai de 15 jours pour proposer un remplaçant. Le non-respect de cette obligation pourra entraîner l'application de pénalités ou la résiliation du marché selon les modalités prévues à l'article 15.1 du CCAP.

## 13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Pendant toute de la durée de la collaboration entre les travailleurs sociaux, les dossiers constitués par leurs soins restent la propriété du service social et d'action sociale de l'université Paris Saclay.

## 14 - Pénalités

### 14.1 - Pénalités de retard

En cas de non-réalisation d'une journée de vacation imputable au titulaire, une pénalité de 50,00 € par jour de retard est appliquée. Cette pénalité cesse de courir à compter du jour où une nouvelle date est fixée pour la vacation initialement non assurée.

Cette pénalité sera appliquée pour chaque vacation n'ayant pas été effectuées à la date déterminée. Le point de départ de la pénalité est le jour suivant la non-exécution de la vacation.

Le titulaire subira également, en cas de non-réalisation d'une journée de vacation lui étant imputable, une pénalité forfaitaire de 550,00 €.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

Conformément aux stipulations de l'article 11 du CCAP, en cas d'indisponibilité de la personne désignée, le titulaire doit en informer l'acheteur sans délai. Il lui appartient de proposer, dans un délai de quinze (15) jours à compter de cette information, un remplaçant disposant de compétences équivalentes, dont il transmettra le nom et le curriculum vitae à l'acheteur pour validation.

#### 14.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité de 150,00 €.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

#### 14.3 - Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Retard inférieur ou égal de 30 minutes	Forfaitaire	60,00 €	L'heure de départ de référence correspond à l'heure de début de vacation fixée par le marché, soit 9h du matin.
Retard supérieur à 30 minutes et inférieur ou égal à 1 heure	Forfaitaire	100,00 €	L'heure de départ de référence correspond à l'heure de début de vacation fixée par le marché, soit 9h du matin.
Retard supérieur à 1 heure et inférieur ou égal à 2 heures	Forfaitaire	200,00 €	L'heure de départ de référence correspond à l'heure de début de vacation fixée par le marché, soit 9h du matin.
Retard supérieur à 2 heures	Forfaitaire	300,00 €	L'heure de départ de référence correspond à l'heure de début de vacation fixée par le marché, soit 9h du matin.

### 15 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

### 16 - Résiliation du contrat

#### 16.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

## **16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **17 - Règlement des litiges et langues**

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Versailles est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## **18 - Clauses complémentaires**

Le titulaire s'engage à fournir à compter de la notification du marché les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l'Université Paris-Saclay, à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>

A défaut, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire. Ainsi le Pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

### **18.1 - Dispositif de vigilance (Article D 8222-5 du code du travail)**

Le titulaire s'engage à fournir à compter de la notification du marché les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l'Université Paris-Saclay, à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>

A défaut, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire. Ainsi le Pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

## 19 - Dérogations

- L'article 5 du CCAP déroge à l'article 5.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 11 du CCAP déroge à l'article 3.4.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 12 du CCAP déroge à l'article 16.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021
- L'article 13 du CCAP déroge à l'article 29.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021
- L'article 13 du CCAP déroge à l'article 30.4 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services